

Forum Pax – Annexe II
Construire la paix : Comprendre, pour agir

Contributions thématiques de l'École de la Paix

A la fin de chaque « séance de travail », l'École de la Paix, co-organisateur et co-financier du forum, a fait une contribution pour apporter au débat une « valeur ajoutée ».

A l'exception de la première contribution, l'équipe de l'École de la Paix a fait appel, pour cet apport, à un spécialiste du thème général de la discussion.

Pour remettre ces contributions en contexte, nous vous les présentons précédées, chacune, du résumé de la synthèse thématique des débats.

Contact : ecole@ecoledelapaix.org

Présentation : http://www.alliance21.org/forums/d_read/pax/participants/introductions/Ecole_de_la_paix.htm

I. Après le 11 septembre : Explorer la violence sur la route de la paix

Résumé des débats : Ce texte, en bref, contient une synthèse des sujets couverts ces semaines passées en réponse au premier sujet de notre forum, les attaques terroristes du 11 septembre, 2001 sur les États-Unis. Le débat a été philosophique, émotif et pragmatique tout en même temps. De l'idée des attaques sur New York et Washington a découlé naturellement une tentative de comprendre et définir le terrorisme, ainsi que la violence en général [voir à ce sujet la contribution de l'École de la Paix qui est aussi publiée aujourd'hui, comme leur déclaration de fermeture pour ce point de l'ordre du jour]. Les définir a été plus difficile que nous pouvions l'espérer. Surgissant à côté de l'exploration de la violence et ses racines était la question de la paix. Là encore le forum a cherché à définir la paix, et comment l'atteindre. Au cours de la recherche de la cause de la racine de la violence, donc de la destruction de la racine de la paix, la question de l'inégalité a représenté un courant fort, comme l'a fait le besoin de coopération. S'attaquant à ces tâches difficiles, le forum a établi la nécessité de déterminer à qui reviennent les rôles dans la lutte pour paix. Est-ce que la responsabilité devrait tomber sur les personnes, les gouvernements des États, ou les organismes internationaux ?

École de la Paix

Des actes qui rouvrent des plaies

Résumé : Dans les messages du forum, les termes de « terrorisme » et de « guerre » apparaissent régulièrement. C'est pourquoi cette synthèse collective porte sur la différence entre terrorisme, résistance et guerre. Mais peut-on utiliser le terme de « terrorisme » à propos du 11 septembre étant donné qu'aucun but politique précis n'était visé et que les attentats n'ont pas été revendiqués ? C'est plutôt l'humanité qui a été visée... Ces actes ne sont le porte parole de personne, ni du mouvement anti-mondialisation ni de ceux qui luttent pour la démocratie dont au contraire ils massacrent le travail. Mais ils réouvrent des plaies, liées aux inégalités, à l'injustice, au déséquilibre du monde. Un tel acte global nécessite une justice globale.

Terrorisme, guerre et résistance

Si la guerre, telle qu'elle est appréhendée dans le cadre juridique des Conventions de Genève, est un phénomène qui remonte à la nuit des temps, le mot de *terrorisme* n'apparaît qu'en 1794 pour qualifier la politique sanguinaire de Robespierre pendant la Révolution française.

Le terrorisme, c'est l'emploi systématique de la violence contre les personnes par une organisation quelconque pour atteindre, ou non, un but politique.

Au contraire la guerre met au prise des États ou des organisations armées dont les objectifs sont - ou devraient être - militaires. Cependant, elle a beaucoup évolué au cours du 20^e siècle : on est passé du champ de bataille de la première guerre mondiale (1914-1918) aux objectifs militaires et industriels, où qu'ils soient dans le pays, au détriment des populations civiles maintenant appelés *dommages collatéraux*.

Il en résulte une confusion, du fait de la terreur qui dans l'un et l'autre cas frappent les populations civiles. D'ailleurs, peut-on encore appeler acte de guerre les bombardements intensifs sur l'Afghanistan en quête d'un improbable Ben Laden ? Il y a semble-t-il une réelle disproportion entre la fin et les moyens...

Le terrorisme reste comme la voix laissée aux sans voix, à ceux qui n'ont pour s'exprimer que la violence. Rappelons cependant que d'autres leaders ont choisi la voie de la * résistance civile * ou de la lutte non violente : Gandhi en Inde, Mandela en Afrique du Sud, Rugova au Kosovo ...

Au-delà du terrorisme ?

Et le 11 septembre ?

Ces attentats ont provoqué la terreur avec ses conséquences humaines dramatiques, ses conséquences économiques qui resteront sensibles encore longtemps. Mais l'attentat n'a même pas été revendiqué. Il a simplement montré ce dont l'humain est capable, qu'avec un cutter on peut détruire des objectifs stratégiques de la taille de ceux des actes de guerre.

Heureusement, pourra-t-on dire, il y a eu le quatrième avion, informé de ce qui se passait, et où le courage, la résistance de quelques uns ont montré en temps réel, que non, justement, tout n'est pas possible : cette terreur nouvelle peut être déjouée dans l'instant, au prix que l'on sait.

C'est peut-être là que ces événements nous concernent le plus : bien sûr les États vont revoir leurs systèmes de renseignements, bien sûr les détectations dans les aéroports vont être renforcées ; mais il revient à chaque citoyen de réagir. Cela peut commencer avec les actes d'incivilité ou avec le collègue qui crie « Ben Laden » en pleine classe...

Questionner l'ordre mondial

Ces actes dépassent notre entendement par leur nature inconcevable. Ils apparaissent d'autant plus comme des crimes contre l'humanité qu'ils lui portent atteinte d'une manière nouvelle dans son effort de vivre ensemble. C'est le caractère extraordinaire de cet événement qui nous pousse à questionner l'ordre mondial et le système qui nous régit.

Ils ne portent pas de sens, de cause : ni celle des plus pauvres, ni celle de ceux qui luttent pour leur liberté ; ils ne sont le porte parole de personne, ni du mouvement anti-mondialisation ni de ceux qui luttent pour la démocratie dont au contraire ils massacrent le travail.

Mais ils ravivent des plaies, liées aux inégalités, à l'injustice, au déséquilibre du monde.... ; cette nouvelle transgression suppose un nouveau combat.

De ce point de vue, il peut paraître surprenant, voire inquiétant, que bon nombre de responsables politiques ne s'interrogent pas davantage sur leurs stratégies de réponse, qui paraissent inadaptées à un défi de cette importance. Pourquoi par exemple ne pas mettre à profit cette situation pour mettre au point les instruments d'une justice internationale embryonnaire et nécessaire (quid de la Cour pénale internationale) ?

II. Tout ce que nous faisons compte : nous devons prendre des risques, adopter des décisions et les mettre en œuvre

Résumé des débats : Le premier vrai débat du forum a été consacré à l'Humanité, la Biosphère, et la Paix. Il a commencé par la question suivante : en quoi la façon dont nous sommes liés à la biosphère est en rapport avec la construction d'une paix durable ? Il y a un consensus général parmi les participants sur le fait que nous avons un grand problème entre nos mains et que nous avons besoin de nous attaquer à lui de manière sérieuse. L'énergie a été le thème souvent abordé dans nos considérations et a mené à une discussion sur les sources alternatives d'énergie qui peuvent être plus respectueuses de l'environnement et moins favorables aux conflits. La concurrence pour les ressources est une source bien connue de conflit, et quelques-uns croient que le développement durable est un moteur principal de la paix, alors que d'autres étaient moins certains mais néanmoins ont soutenu que c'est un outil formidable pour atteindre un plus grand degré de justice dans l'accès aux ressources de base pour une vie décente. On nous a aussi rappelé que le développement durable n'est pas seulement basé sur le développement économique auquel s'ajoute une sensibilité à la protection de l'environnement, mais qu'il doit traiter aussi de chaque aspect de la condition humaine, y compris sociale et des questions de gouvernance. Un thème fort pendant ce débat a été que nous, en tant qu'êtres humains, y compris nos esprits, faisons partie de la biosphère. Donc qu'est-ce que nous pouvons faire ? Rehausser notre conscience et passer en revue nos actions ordinaires : ainsi nous pouvons espérer contribuer à faire de la "conscience planétaire" un facteur permettant de faire évoluer la biosphère dans la direction que nous pensons être juste.

École de la Paix

Le partage des ressources de notre planète représente un risque élevé de conflit : une gestion partagée des ressources et des richesses est nécessaire

avec la collaboration de Claude LORIUS, glaciologue

Résumé : Depuis quelques décennies, l'altération de la planète par l'homme s'accélère rapidement. A propos des débats de ce thème « Humanité, biosphère et paix », nous constatons que les messages du forum traitent davantage de l' * environnement* que de la * biosphère* - qui comprend tous les milieux de vie, les autres espèces, la biodiversité. -. Le partage des ressources de la planète, qui sont limitées, représente un risque élevé de conflit. Construire la paix passe donc par une gestion partagée des ressources et des richesses. Enfin, le rôle des citoyens est d'influer sur tous les décideurs, qu'ils soient politiques ou économiques.

La dégradation de l'environnement et de la biosphère

La biosphère désigne l'ensemble de tous les écosystèmes de la planète terre, c'est-à-dire de tous les milieux de vie et de tous les êtres vivants, parmi lesquels l'homme. Mais l'augmentation rapide de la population humaine et la satisfaction des besoins correspondant se font au détriment d'autres espèces dont elle perturbe ou détruit le cadre de vie à son seul profit au point qu'on a pu dire qu'après le « pliocène », on était entrés dans une nouvelle ère, celle de l' « anthropocène ». La question de l'environnement, première à nos yeux, doit donc être élargie à toute espèce vivante et à la biodiversité : c'est à ce niveau que

doit se situer notre aspiration à la paix, car que vaudrait une « paix » régnant sur une planète dévastée ?...

Or quel état des lieux pouvons nous dresser en ce début de siècle ? - une dégradation de l'environnement qui porte atteinte aux milieux chimique et physique, à la biosphère et aux conditions de vie de l'homme : - les ressources de la terre sont limitées - 20% de la population profitent des 4/5 des ses richesses - une gestion à court terme du secteur industriel, comme des activités humaines en général, menace la qualité de vie du monde vivant pour n'évoquer que les principaux.

Quel avenir pour les générations futures s'il n'est pas mis un frein à la pollution de l'air, de l'eau, à la déforestation massive, à l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles. Que de conflits en perspective ! Vivre en paix n'est plus seulement une question d'armes mais passe par une bonne coopération avec notre milieu.

L'environnement, et non la biosphère, est au cour des débats du Forum

Il semble que la majorité des messages reçus pendant le mois sur le Forum ont davantage traité de l'environnement que de la biosphère, mais les objectifs à atteindre sont clairement apparus :

- gestion équitable de l'eau pour lutter contre la désertification des sols, la pollution des nappes phréatiques, et assurer à tous l'eau potable dont trop d'hommes sont encore privés
- préservation des milieux naturels en évitant les déforestations intensives de forêts primaires, l'épuisement des ressources surexploitées (pêche industrielle,...) et par la gestion raisonnée des déchets (mer poubelle)
- maîtrise de la natalité pour éviter une croissance exponentielle des besoins liés à la poussée démographique avec ses effets dévastateurs : réchauffement climatique, extinction d'espèces menacées, ...

Les scientifiques doivent faire part de leurs recherches et de leurs incertitudes

Les moyens à mettre en oeuvre incombent pour commencer au citoyen qui doit prendre conscience des problèmes et peser sur les décideurs, économiques et politiques. Cette prise de conscience doit être favorisée par l'éducation et le dialogue : les scientifiques ont le devoir de * partager leur savoir * entre eux et avec tout un chacun, d'autant plus que l'expérimentation reste aléatoire (l'amplitude du réchauffement climatique doit être mieux mesurée ; le lien entre santé et environnement est complexe ; etc.). Les démocraties ont un rôle majeur à jouer en collaborant ensemble à une mondialisation d'une gestion équitable des ressources et des richesses, et d'un développement durable c'est -à-dire soutenable jusqu'aux générations à venir ; elles doivent permettre à chacun de participer et de partager, condition d'un développement équitable et durable.

La paix est à ce prix.

III. La Socioéconomie solidaire doit-elle être le but à atteindre ? si oui, comment l'atteindre ?

Résumé des débats : Cette séance sur la socio-économie solidaire s'est déroulée comme suit : l'identification d'un problème, l'établissement de définitions du terme, la présentation de solutions au problème, et/ou les problèmes qui en découlent. Pour beaucoup de participants du forum, créer une solidarité socio-économique peut seulement passer par l'élimination des inégalités économiques. L'inégalité peut mener à l'instabilité sociétale, et, parfois, au terrorisme. Pour les autres, le lien entre inégalité et terrorisme est indirect. En grande partie, les participants ont été d'accord sur le fait que l'itinéraire le plus clair pour arriver à une solidarité socio-économique, et à l'impartialité économique mondiale, est la coexistence de justice équitable et de commerce équitable. Les ingrédients de cet appel à participation impliquent les organisations transnationales, les gouvernements étatiques, les organisations non gouvernementales, la société civile, les citoyens individuels et les consommateurs.

École de la Paix

Remettre l'Homme au centre de l'économie

avec la collaboration de Hugues PUEL

ECONOMIE ET HUMANISME

<http://www.economie-humanisme.org/Accueil.html>

Résumé : L'économie solidaire est une économie qui répond aux besoins fondamentaux de l'être humain. Aujourd'hui, l'économie classique est caractérisée par un capitalisme financier démesuré qui, dans une vision purement utilitariste, transforme les entreprises en institutions financières à but spéculatif. Le problème est que les entreprises, juridiquement, n'ont pas d'objet social, elles n'ont donc pas de responsabilité sociale. Or Le problème auquel est confrontée l'économie aujourd'hui est un problème de **limite**, et donc un problème **éthique** : la production de richesse n'est pas un mal en soi, c'est l'essor illimité du capitalisme financier qui est à remettre en cause. Au niveau des institutions internationales, le système ploutocratique -fonction de la richesse des Etats- ne fait que répéter les inégalités de départ : ne faudrait-il pas introduire aussi la variable du poids démographique de chaque État ? Enfin, la dette doit être annulée mais à condition que soient mis en place des programmes sociaux.

Economie classique vs. économie solidaire

L'économie est caractérisée par trois types de circuits :

- l' **échange**, c'est à dire une **économie de marché**, qui s'appuie sur la confrontation de l'offre et de la demande et la médiation monétaire
- la * redistribution * sous forme de subventions publiques pour les équipements collectifs par exemple
- le * don * par le bénévolat sans contrepartie immédiate ou contrepartie sous forme monétaire

Face aux dysfonctionnements du système économique mondial et aux risques de conflits qu'il engendre du fait des disparités énormes entre les PIB des différents pays riches/pauvres et entre les revenus des personnes, un projet d'économie solidaire s'impose. De quoi s'agit-il ? Ce n'est pas un secteur particulier de l'économie, mais une économie générale de productions de biens et de distribution réelle ou monétaire, qui répond aux besoins fondamentaux de l'être humain : nourriture, vêtement, logement, santé, éducation, (*les structures du quotidien*). Cette économie combine les trois éléments cités plus haut : c'est un mélange d'échange sur les différents marchés qui existent dans un économie

diversifiée, de redistribution (politique sociale) et de don (notamment dans le cadre de l'économie domestique.).

La dérive du système de production et le problème du statut des entreprises

En effet, que voyons-nous aujourd'hui ? Un capitalisme financier démesuré qui, dans une vision purement utilitariste, transforme les entreprises en institutions financières à but spéculatif, en sociétés de capitaux dont l'objectif est le profit, au lieu d'être un outil de production de biens et de services. Aujourd'hui, la perversion de l'économie vient du fait que l'argent provient plus de la spéculation que de la production économique. Lorsque les profits d'un grand groupe proviennent plus de son activité financière que de sa production industrielle, commerciale ou de mise à disposition de services, on peut dire qu'il y a perversion du système économique.

Ce qui est en jeu, c'est la nécessaire diversité des activités économiques, sans domination de la sphère financière par recentrage sur les besoins des populations les plus en difficulté et sur la valorisation des travailleurs au détriment des propriétaires du capital, même s'il est juste que les apporteurs de capitaux soient rémunérés pour le service rendu (le capital gratuit serait gaspillé). Est donc en question le statut de l'entreprise comme société de capitaux. Il faut promouvoir une société européenne à gestion paritaire ou partagée dans la ligne déjà avancée dans certains travaux de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire.

Le cas d'ENRON manifeste de façon caricaturale les dérives du capitalisme financier

Avec cette affaire, c'est l'ensemble du fonctionnement du capitalisme financier qui est en cause. Elle remet en question la fonction même de l'audit et du conseil, la fiabilité des comptes financiers annoncés par une entreprise, le financement des partis politiques par des firmes privées, la fiabilité de nos informations, le sort des épargnants.

Quelles réformes ?

On pourrait donc envisager que des entreprises soient désormais des sociétés à **gestion paritaire**, où les salariés siègeraient au Conseil de surveillance.

D'autre part, l'idée d'un **salaire maximum** devrait s'imposer pour pallier les énormes disparités de revenus et de patrimoine qu'on constate aujourd'hui.

Ne pas entretenir d'illusion cependant : aucune réforme de structure ne suffit : une bonne structure n'entraîne pas forcément de bons comportements ; inversement, de bons comportements ne suffisent pas garantir la bonne marche d'un système, si les structures ne sont pas suffisamment adaptées.

Au niveau des Institutions internationales comme le FMI, la représentation des Etats au Conseil d'Administration est fonction de leur PIB. Ainsi ce système ploutocratique ne fait que répéter les inégalités de départ : ne faudrait-il pas introduire aussi la variable du poids démographique de chaque Etat ? De plus, on accuse le FMI d'être à la solde des USA, mais n'oublions pas que si les USA représentent 18% des voix, les pays Européens réunis représentent 28% : il suffirait à l'Europe de parler d'une seule voix pour être à même d'infléchir les décisions. A l'OMC la représentation se fait par Etat, une voix par Etat-nation. Ceci est conforme à l'esprit de l'ONU, mais le réalisme des rapports de force s'impose également.

Dettes contre actions sociales ?

Les structures valent ce que valent les hommes qui s'en servent. Ainsi l'abolition de la Dette des pays pauvres ne vaut que si elle s'accompagne de mesures visant à favoriser plus de démocratie et d'égalité. Les résultats des expériences de remise de la dette **sous**

condition sont très variables d'un pays à l'autre. En Ouganda par exemple, la remise de la dette a fonctionné au bénéfice d'un programme de santé (notamment de lutte contre le SIDA) ; au Cameroun par contre, la mise en place avec l'argent de remise de la dette de programmes sociaux est retardée par manque de volonté politique des dirigeants.

En conclusion, pour que l'économie aille dans le sens de la paix entre les hommes, c'est aux hommes à agir : il n'y a pas de fatalité ou de malédiction divine liée à l'argent. Il est légitime que les actionnaires jouissent de revenus ; ce qui ne l'est pas, c'est la démesure, l'absence de limite au profit, auquel tous les droits humains sont sacrifiés. La société civile doit réagir ; elle le fait déjà, ce forum en est la preuve.

IV. Mauvaise gouvernance, sociétés anarchiques et démocratie : la démocratie doit être améliorée et étendue

Résumé des débats : A première vue, le problème en jeu est la mauvaise gouvernance exercée par les gouvernements, et donc la solution paraît être la démocratie. Mais avec une analyse plus poussée, cependant, les conclusions sont plus compliquées que cela. La solution optimale pour combattre la mauvaise gouvernance - la démocratie - contient en soi des complexités et des problèmes qu'il faut régler. Ces dernières semaines, les participants du forum ont exploré non seulement la question de la mauvaise gouvernance, mais aussi la question de la démocratie, son statut mondial actuel et ses conditions, ainsi que si oui ou non les citoyens peuvent compter sur elle comme un outil viable pour encourager la gouvernance mondiale comme une bonne base pour construire la paix mondiale. Pour améliorer la démocratie, on doit s'en servir, et cela, à son tour, exige que tout le monde ait conscience que l'intérêt public est plus important que l'intérêt personnel. Et, avec la pratique de subsidiarité active en plus—un processus de prise de décision qui exige l'accord entre différentes échelles d'intérêt—l'intérêt public ne contredira pas intérêt personnel.

École de la Paix

La gouvernance comme art de la paix

avec la collaboration de Pierre CALAME

Directeur de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme

<http://www.fph.ch>

Résumé : La gouvernance est inséparable de la construction de la paix car elle vise à gérer la société pacifiquement dans le long terme. L'idée de gouvernance est novatrice car elle élargit la réflexion sur la gestion des affaires publiques à d'autres acteurs que ceux de la sphère publique : elle prend en compte l'ensemble des régulations et des acteurs - société civile, entreprises, acteurs non étatiques. -. D'autre part, le local et le global sont en constante interaction et la mondialisation amplifie et multiplie ce phénomène. Un problème sérieux ne peut donc pas être résolu à une seule échelle de territoire : il ne peut que se traiter à plusieurs niveaux. C'est d'ailleurs le cas pour la construction de la paix. Enfin, la question de la * légitimité * d'un système est essentielle pour que les contraintes de gestion publique soient relativement bien acceptées et perçues comme nécessaires au bien commun.

La gouvernance est un art de la paix

Chaque société a besoin, pour survivre, de régulation et donc d'un minimum de consensus sur des règles admises socialement. La gouvernance, système de régulation politique et social, est inséparable de la construction de la paix. En effet, elle vise à :

- gérer la société pacifiquement, en limitant le recours à la violence
- garantir le long terme
- assurer un mouvement volontaire et non une simple reproduction mécanique (capacité des sociétés humaines à penser leur régulation) .

Par ailleurs, on constate qu'il y a une *universalité* des principes et une *diversité* des solutions : Universalité, car toutes les sociétés sont confrontées aux mêmes problèmes pour survivre et se développer ; Diversité, car les réponses apportées sont multiples compte tenu de l'extrême variété des conditions historiques, géographiques, sociologiques .

Puisque les questions sont communes à tous les hommes, il est donc possible de se mettre d'accord sur des principes communs, que ce soit à l'échelle locale ou à l'échelle mondiale.

La gouvernance nous permet d'envisager autrement le rapport entre le local et le global

Aujourd'hui, nous ne pouvons pas dire qu'il y a d'un côté des problèmes locaux et de l'autre des problèmes globaux. Le cas de la drogue en Colombie illustre bien ce propos : les problèmes locaux de production sont inextricablement liés aux problèmes de commercialisation et de consommation. Le local et le global sont en constante interaction et la mondialisation a pour effet d'amplifier et multiplier ce phénomène. Un problème sérieux ne peut donc pas être résolu à une seule échelle de territoire : il ne peut que se traiter à plusieurs niveaux. C'est ce que postule la * subsidiarité active *. Ce concept est très utile car il nous permet de percevoir autrement la réalité : celle-ci ne doit pas être envisagée comme un fractionnement entre territoires distincts et fermés mais comme une relation entre différentes échelles de territoire.

Ce qui est important, c'est le * faire ensemble *

Avant, on pensait que la gestion des problèmes consistait à faire un choix entre plusieurs solutions. Mais on se rend compte que finalement, dans toute décision prise, le résultat importe moins que le processus qui a conduit à ce résultat. La gouvernance consiste à élaborer des processus de bon fonctionnement en vue d'un résultat, à faire émerger des éléments de solutions de coopération, à créer des partenariats. Ce qui compte, c'est le * faire ensemble *, bien plus que le * chacun chez soi * et * à chacun ses compétences *.

En analysant l'évolution du management des entreprises, on arrive au même constat : partage d'expérience, processus d'apprentissage, recyclage des acquis .

Historiquement, le début de la construction Européenne est très novatrice en matière de gouvernance. Les États ont organisé la gestion en commun des facteurs de guerre (charbon, acier) pour en faire des facteurs de paix. Or, c'est en gérant quelque chose en commun que l'on devient frères. Le déroulement de la construction d'une Europe pacifique depuis 50 ans illustre bien comment la gouvernance, la gestion des processus, conduit à la paix.

Aujourd'hui, nous devrions mettre en œuvre des processus de gestion commune similaires pour d'autres ressources telles que l'eau par exemple.

La différence entre * légitimité * et * légalité *

On constate que la démocratie représentative survalorise deux choses :

- La délégation à des élus : on délègue les prises de décisions mais on n'exerce par la suite aucun contrôle sur les élus
- Le moment de la décision (le vote, la loi, l'arbitrage.)

C'est pour pallier ces défauts que l'on parle aujourd'hui de démocratie participative.

Aujourd'hui, il s'agit donc de réoccuper l'espace public, de créer des espaces de dialogue, à toutes les échelles, depuis le quartier jusqu'à la planète, en mettant l'accent sur les processus et non sur les résultats.

Un des gros problèmes du système international actuel est qu'il n'est pas perçu comme légitime faute de démocratie et d'efficacité. En effet, un système peut être * légal *- découlant de normes, de traditions consignées dans une constitution.- sans pour autant être légitime - sentiment que le pouvoir est exercé par les « bonnes personnes », selon les « bonnes pratiques » et dans l'intérêt commun .

V. Les relations interculturelles promouvront une culture de paix globale

Résumé des débats : Notre dernière discussion thématique, sur la culture, les valeurs, l'art, l'éducation, et la paix, a produit beaucoup d'échanges intéressants. Dominée par le sujet de l'éducation, la discussion a été animée par un vif débat sur la religion et les conflits. Nous avons continué ensuite par parler de l'importance de l'éducation dans la production d'une culture de paix, et du rôle que l'art peut jouer dans l'ouverture d'esprits des enfants et plus généralement comme un vaisseau pour nous aider à poursuivre la vérité. Quant à donner aux plus jeunes des valeurs éthiques, les familles ont été perçues comme importantes, si ce n'est plus que les professeurs. Nous avons vu ensuite comment un monde qui propage une culture mondiale de paix et de tolérance envers la diversité est, en effet, une culture qui produit une *culture universelle*. Finalement, il a été soutenu au niveau macro-politique, que les dirigeants qui prennent les décisions au sujet de la guerre et de la paix manquent tout à fait d'imagination, un vide qui devrait être comblé par le développement d'une culture mondiale de paix et d'une plus grande interaction entre différentes cultures.

École de la Paix

Imaginer une éducation au service d'un développement conduisant à la paix

avec la collaboration de Gilles LIPOVETSKY, philosophe français

Résumé : L'éducation est un facteur indispensable de développement. On sait que les pays qui se développent dans la paix ont tous investi dans l'éducation. Mais cette éducation doit être une éducation * pratique * permettant aux enfants de s'insérer plus tard dans la société. L'école doit être une école ouverte sur le monde et sur la diversité - apprendre par exemple à connaître toutes les religions du monde -. Il en va de la responsabilité des gouvernements de mettre tout en œuvre dans leur pays pour dispenser à leur jeunesse les moyens d'accéder à une telle éducation. Bien que la mondialisation ait des effets certains à l'intérieur des pays, la responsabilité des élites et des dirigeants nationaux est très importante.

Plus que jamais dans le monde de l'après 11 Septembre, l'éducation apparaît comme le vecteur primordial conduisant à la paix. On sait d'ailleurs que les pays qui se développent dans la paix ont tous investi dans l'éducation.

Le contexte

A propos des récents événements de la vie politique française, un Inspecteur Général de l'Éducation Nationale le rappelait en première page du « Monde » : « L'école, de haut en bas, n'a qu'un but, à l'aube du terrible siècle qui s'est annoncé le 11 Septembre dernier et qui pourrait bien nous lamener : transmettre, apprendre, insurger pour élever, raisonner contre le mépris, combattre l'égoïsme, confier l'avenir aux jeunes aguerris et leur ouvrir toutes les fenêtres sur eux-mêmes, la France, l'Europe et le monde ».

Ouvrir à l'autre, apprendre à travailler à la construction du monde

S'il est vrai que l'éducation est un facteur indispensable de développement, encore convient-il d'en définir les modalités et les conditions. Si l'éducation consiste, tel un autre catéchisme, à promouvoir des valeurs, voire des principes idéologiques, on risque au mieux l'impasse, au pire la porte ouverte à tous les fanatismes. Si au contraire, au lieu d'enfermer les

enfants dans un système clos de pensée unique, l'éducation les ouvre à la connaissance de l'autre, à la connaissance des religions du monde, fondatrices de toutes les cultures - ou très concrètement de toutes les organisations sociales - , si elle leur donne pour seules armes l'esprit critique, la sensibilité et le courage, si enfin elle leur permet de trouver leur juste place dans la société où ils sont nés en leur apprenant à travailler à la création de richesses dans le respect de l'autre, alors une telle éducation pourra bien être facteur de paix ; les valeurs, démocratiques, humanistes, spirituelles, pourront s'incarner, dans l'action.

Deux défis

Encore autrement dit, l'éducation se voit confrontée à relever deux défis : - l'apprentissage à la création de la richesse pour son indispensable contribution au développement dans la paix ; cet apprentissage sollicite énergie et imagination - la responsabilité de chacun vis-à-vis de la collectivité

Responsabilités

Il en va de la responsabilité des Gouvernements de mettre tout en œuvre dans leur pays pour dispenser à leur jeunesse les moyens d'accéder à une telle éducation. Chaque pays doit reconnaître ici ses propres responsabilités dans un domaine qui conditionne l'avenir du monde : à la recherche de la paix, toute société nationale, tout pays, a besoin d'entretenir sa lucidité et sa force démocratique.